

11/5/12 - 11 H 10 mis à jour le 11/5/12 - 13 H 42

Thierry Montbrial : « François Hollande doit redonner force et consistance à la zone euro »
Le nouveau président français devra mettre la construction européenne au cœur de sa politique, pour éviter le délitement de l'Union et contribuer à en faire un pôle stabilisateur dans le monde. Entretien avec Thierry de Montbrial, directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri).
THOMAS SAMSON / AFP

Thierry de Montbrial : « On aurait dû être plus restrictif dans l'élargissement de la zone euro. »
La Croix : François Hollande n'a aucune expérience internationale. Est-ce un handicap pour la politique étrangère française ?

Thierry de Montbrial : Il est rare qu'un changement de dirigeant entraîne une profonde modification de la politique étrangère d'un pays. Certes, chaque nouveau président se doit de donner le *la*. Nicolas Sarkozy l'avait fait très vite, avec une stratégie payante pour surmonter le « non » au référendum européen de 2005, mais aussi avec une tendance néoconservatrice et une fraternisation manifeste avec un George W. Bush pourtant au bout du rouleau. Il avait ainsi adopté une attitude très pro-israélienne et une position encore plus dure que celle des États-Unis envers l'Iran. Je ne serais pas surpris que François Hollande recentre ces positions. Historiquement, les socialistes sont plutôt atlantistes et européens.

Son premier défi est économique. Les marchés lui seront-ils hostiles ?

T. de M. : S'il n'y avait pas la pression de l'économie, je pense que les premières prises de contact internationales seraient plutôt décontractées. Mais François Hollande doit très vite rassurer les marchés. Comment va-t-il s'y prendre ? Il a réussi à placer la croissance au centre du débat européen mais tout le monde n'y met pas le même sens. Il doit réaliser une sorte de tour de magie : poursuivre la politique de réduction structurelle des déficits publics que Nicolas Sarkozy, d'une manière un peu erratique, avait commencé à mettre en œuvre, en y ajoutant une note sociale et une plus grande prévisibilité. Tout cela sans trop alourdir la pression fiscale.

L'Europe peut-elle être fragilisée par cette élection ?

T. de M. : Tout indique que François Hollande poursuivra la construction européenne. L'enjeu, c'est l'euro. Sa survie conditionne celle de l'Union européenne. Pour intégrer les demandes de François Hollande, il faudra trouver une formule, non pas de révision du traité signé en mars dernier, mais de rédaction d'un texte complémentaire. Il faut ajouter un volet social qui ait un contenu mais qui respecte la nécessité de la consolidation fiscale. Aujourd'hui, au fond, on consolide la zone euro, ou on la détruit. On ne peut pas rester sur la ligne de crête. Il faut une bifurcation nette. C'est une question de survie. Nous vivons un moment de vérité après l'énorme vague d'élargissement des années 2000, rendue nécessaire par la chute de l'empire soviétique. Celle-ci a peut-être été trop rapide et trop massive. En tout cas, on aurait dû être plus restrictif dans l'élargissement de la zone euro. La monnaie unique, dès le traité de Maastricht, a été envisagée comme un moyen de compenser les forces centrifuges. Depuis la crise de 2008, cette vocation doit être réaffirmée, par la gouvernance économique. Il faut redonner force et consistance à la zone euro. Et il faut redonner un esprit de

corps à l'Union européenne, notamment en veillant au rôle de la Commission comme représentant des intérêts de l'UE.

Quelle politique mener au Moyen-Orient ?

T. de M. : Le « printemps arabe » fut un séisme politique. Nous ne sommes qu'au début des répliques. D'où l'extrême importance d'élaborer une nouvelle ligne de conduite, qui prenne d'ailleurs en compte la question de l'immigration. Il faut notamment veiller à ne pas donner l'impression que la France et l'Europe sont parties prenantes dans le conflit séculaire qui oppose l'islam sunnite à l'islam chiite. Il faut aussi raisonner en termes d'équilibre des puissances.

Vis-à-vis de l'Iran, il faut admettre que ce pays est une grande puissance régionale, que la stabilité de la région nécessite un dialogue avec lui et qu'on n'y arrivera pas en ayant une politique uniquement concentrée sur la question nucléaire.

Je ne crois pas que ses dirigeants veuillent construire effectivement des armes atomiques car ils savent que cela provoquerait une course à l'atome chez leurs voisins. Leur objectif est de se mettre, à l'instar du Japon, dans la position d'un pays du seuil, capable de produire une bombe en six mois ou un an.

En Syrie, une intervention militaire aurait des conséquences incalculables car nous n'aurions absolument pas les moyens d'être cohérents, c'est-à-dire capables d'assumer les suites d'une telle action. En outre, la France ne peut pas ne pas être attentive à ce que disent les communautés chrétiennes dans la région. C'est très compliqué car il est difficile de rester passif devant les massacres de population.

Il y a aussi la Turquie. L'hostilité que manifestait en permanence Nicolas Sarkozy allait bien au-delà d'un refus de l'adhésion de ce pays à l'Union européenne. François Hollande devrait rectifier cette posture envers cet acteur clé.

Quel rôle l'Europe peut-elle jouer dans le monde à venir ?

T. de M. : Le monde est à la fois multipolaire, à géométrie variable, hétérogène et global. L'Occident doit apprendre à travailler en confiance avec des pays qui ont des structures politiques et des valeurs différentes, dans un contexte où la mondialisation va continuer, même si ses modalités peuvent être un peu adoucies.

La meilleure façon de peser, c'est d'être exemplaire. Une Union européenne forte peut jouer un rôle stabilisateur très important parce que nous sommes un laboratoire de gouvernance, que nous bénéficions d'une prospérité malgré tout remarquable et que, en raison des vicissitudes de l'Histoire, nous avons une démarche fondamentalement pacifique.

L'enjeu européen dépasse donc l'Europe, et la France a un rôle majeur à jouer. Quand François Hollande disait, à propos de sa demande de renégociation du pacte budgétaire, « *on ne peut rien sans la France* », il avait parfaitement raison, mais il faut le comprendre dans un sens beaucoup plus grand, qui confère une lourde responsabilité. J'espère qu'il en a pleinement conscience.

AU CARREFOUR DES RELATIONS INTERNATIONALES

Thierry de Montbrial est directeur général de l'Institut français des relations internationales (Ifri), qu'il a créé en 1979. Enseignant et chercheur en économie et en relations internationales, il est membre de l'**Académie des sciences morales et politiques**. Depuis 2008, chaque année, il organise la **World Policy Conference**, un carrefour international dont la 5^e édition se déroulera en décembre à Cannes.

Il vient de publier *Journal de Russie (1977-2011)* (Éd. du Rocher, 480 p., 30,40 €), à partir de notes écrites au fil de ses nombreux voyages en URSS, puis en Fédération de Russie, depuis trente-cinq ans. Riche d'anecdotes, ce *Journal* décrypte en particulier les années cruciales de la guerre froide, de la chute du communisme, de la percée de la liberté.

Recueilli par JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN